

Écoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du Soir pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : Le Soir (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

ÉCONOMIE

# La seconde main submergée par des vêtements de mauvaise qualité

Le déferlement de vêtements de mauvaise qualité dans les bulles fait vaciller le modèle économique des acteurs de l'économie sociale. Face à la saturation de leurs installations, ils demandent aux pouvoirs publics des espaces de stockage, des aides et de la régulation.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

**S**TOP. Chers donateurs, en raison de l'afflux de dons de textile ces dernières semaines, nous ne sommes plus en mesure d'en accepter davantage jusqu'au 8 novembre. Depuis lundi, ce message s'affiche sur la porte d'entrée de la ressourcerie La Fol'Fouille à Braine-l'Alleud. « C'est la première fois qu'on doit refuser des dons », déplore Zaïra Yandieva, coordinatrice de la ressourcerie. « Mais on n'a pas le choix. On n'a plus d'espaces de stockage. »

Elle nous emmène dans le dédale de ses réserves pour montrer l'ampleur du problème. Plus de 300 sacs-poubelle de vêtements s'amoncellent jusqu'au plafond. Tous les couloirs sont obstrués par des caisses et des sacs. L'atelier vélo a dû être reconverti en zone de stockage. « D'habitude, nous donnons à l'ASBL Terre tous les vêtements qu'on n'a pas réussi à vendre dans notre magasin ainsi que ceux dont on ne sait rien faire car ils sont de trop mauvaise qualité. Mais ça fait deux mois que Terre ne vient plus les chercher. Ils sont eux-mêmes débordés et n'acceptent plus nos marchandises. »

L'afflux de dons s'accompagne d'une baisse drastique de la qualité. « Souvent, dans un grand sac de vêtements, il n'y a que deux ou trois pièces valables. Ce n'était pas comme ça il y a encore quelques années », poursuit Zaïra Yandieva. La faute, selon elle, à l'ultra *fast fashion* chinoise (Shein, Temu...) et à ses vêtements bas de gamme, mais aussi aux plateformes de revente entre particuliers type Vinted qui privent les acteurs de l'économie sociale des meilleures pièces. « Cette dégradation de la qualité a un coût : elle nous oblige à travailler plus et pose des problèmes de stockage... »

**Un marché déséquilibré**

« On n'a jamais eu autant de vêtements à collecter que ces six derniers mois »,

confirme Franck Kerckhof, porte-parole de Ressources, la fédération des entreprises d'économie sociale actives dans le secteur de la réutilisation (Terre, Oxfam, Les Petits Riens...). « C'est un vrai tsunami. Tous les acteurs du secteur sont à la recherche d'espaces de stockage supplémentaires. » Paradoxalement, cela place le secteur dans une situation très délicate. « On produit trop de textile et du textile de mauvaise qualité, qui s'use rapidement et est difficile, voire impossible, à réemployer ou à recycler. Cela met une pression énorme sur les acteurs de la chaîne du réemploi et déséquilibre le marché. La filière n'est rentable que grâce à la proportion de vêtements de qualité que l'on peut revendre dans nos magasins. Or cette part ne représente plus que 15 à 20 % de ce qu'on récolte. Tout le reste est écoulé à perte. On est passé en quelques années d'une filière économiquement viable à une filière déficitaire. On va droit au crash. »

Les premières victimes de cette crise sont déjà là. En Allemagne, le plus gros collecteur et recycleur de textile en fin de vie, Soex a demandé l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité il y a quelques jours. Soex traitait 120.000 tonnes de textile par an, soit 20 centres de tri de la dimension de celui des Petits Riens. En début d'année, c'est l'entreprise suédoise de recyclage textile, Renewcell, soutenue par le géant H&M, qui a fait faillite.

**Moins de débouchés**

Les opérateurs éprouvent de plus en plus de difficultés à se débarrasser des vêtements de mauvaise qualité. L'exportation ? Le marché est saturé. Jadis, l'Afrique et d'autres marchés étrangers constituaient un exutoire important pour les acteurs européens du réemploi. Mais les prix de vente à l'exportation se sont effondrés à cause des volumes énormes de vêtements de seconde main qui déferlent sur ces marchés. L'offre dépasse la demande.



Même les Chinois se mettent à envoyer leurs fripes en Afrique. Le phénomène est encore accentué par une nouvelle concurrence : celle du neuf. Vu les prix très bas pratiqués par Shein et Temu, une partie de la population de ces pays pauvres a désormais les moyens d'acheter du neuf, plutôt que de la seconde

main européenne. Le recyclage ? Là aussi, ça bloque. Les prix auxquels les recycleurs achètent les fripes ont été divisés par trois en un an. A en croire Ressources, le secteur est « inconsistant » et les quelques recycleurs qui existent ralentissent leurs activités, ne trouvant pas

## régulation « L'Europe a fait les choses à moitié »

J.-F.M.

**F**ace à la gravité de la situation, le secteur du réemploi textile tire la sonnette d'alarme. Une réunion de toutes les fédérations européennes des acteurs de la seconde main s'est tenue la semaine dernière à La Haye afin de coordonner l'effort et de définir une stratégie de lobbying à l'échelle des Vingt-Sept. Ce lundi, une réunion de crise a eu lieu entre les acteurs belges de l'espace francophone (Terre, Les Petits Riens, Oxfam, Vites). Un plan d'action en trois points a été adopté.

Les opérateurs veulent tout d'abord parer à l'urgence et demandent à la Région wallonne de mettre à leur disposition des espaces de stockage gratuits. Ils demandent ensuite des aides financières pour soutenir la chaîne de valeur textile en attendant qu'un mécanisme de « responsabilité élargie des producteurs » (REP) soit mis en place et que le fameux principe du pollueur-payeur s'applique.

« L'Europe a décidé de s'attaquer au problème de la fin de vie des textiles en imposant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 leur collecte sélective mais elle a fait les choses à moitié. Elle n'a pas encore créé de mécanisme via lequel les entreprises mettant du textile sur le marché paient pour la gestion des déchets », regrette Jean-Marc Caudron, directeur de Ressources. « Tant qu'on ne réglera pas et qu'on ne responsabilisera pas les producteurs, ils continueront à mettre ces produits de mauvaise qualité sur le marché. Ils le reconnaissent eux-mêmes. »

En l'absence de financement privé de la collecte et du tri, le secteur exhorte les trois Régions à mettre en place un fonds d'urgence intermédiaire qui permettra au secteur de tenir le coup jusqu'à l'entrée en vigueur de la REP. « Sans cela,

on perdra des opérateurs », enchaîne Franck Kerckhof. « Des membres nous disent que si dans un an et demi, la situation n'a pas évolué positivement, ils mettront la clé sous le paillason. Il faudra pourtant continuer à s'occuper de ces déchets. In fine, ça retombera sur les intercommunales, donc sur le citoyen. »

**Bannir les textiles de mauvaise qualité**

Une proposition de révision de la directive-cadre sur les déchets a été déposée par la Commission à la fin de la législature précédente en vue d'introduire la REP mais elle n'a pas pu être adoptée avant les élections. Au vu des lenteurs du processus de décision européen, Jean-Marc Caudron ne s'attend pas à une entrée en vigueur de la REP avant quatre ou cinq ans. Une lenteur qui passe mal. « Cela fait six ans qu'on nous parle de la REP textile. On en a créé une pour le plastique, l'électronique, les huiles... mais pour le textile - connu pour être l'une des industries les plus polluantes au monde - rien ne bouge ! », enrage Franck Kerckhof.

La dernière revendication du secteur porte sur le plus long terme : la régulation du marché. Il veut que l'Europe se dote d'une législation empêchant le textile de mauvaise qualité d'envahir le marché européen. Cela peut passer par des barrières douanières mais aussi par de l'écomodulation, c'est-à-dire des mécanismes visant à pénaliser financièrement ceux qui mettent sur le marché des textiles de piètre qualité ou difficilement recyclables (mélange de fibres). Le secteur demande aussi des investissements massifs dans des solutions de recyclage et l'imposition de quotas de fibres recyclées à incorporer dans les vêtements. « Le marché du textile est malade. Il est temps qu'on s'occupe du patient », conclut Franck Kerckhof.

KROLL



Le marché du textile est malade, il est temps qu'on s'occupe du patient

Franck Kerckhof  
Directeur adjoint filière textiles, de Ressources

